

## CE MONDE QUI BOUGE

Tunisie, liste noire de personnalités  
à abattre et crise politique !

De Tunis, Hassane Zerrouky

Sur le plateau de NessmaTV, le président du Syndicat des journalistes tunisiens (SNJT), et journaliste au quotidien de langue arabe *Essahafa al Youm*, Zied El Heni, a lancé une véritable bombe. Il a affirmé qu'il connaissait l'un des commanditaires de l'assassinat de la figure de proue de la gauche tunisienne Chokri Belaïd. Il a cité le nom de «Mehdi Zouari, le directeur général des renseignements généraux» lequel, a-t-il expliqué, «a été récemment nommé à ce poste»



par un dirigeant d'Ennahdha Habib Ellouz. Le journaliste assure avoir été informé par une source sécuritaire. Selon lui, Mehdi Zouari aurait recruté «une vingtaine de jeunes qui ne figurent nulle part sur les bases de données du ministère de l'Intérieur (...) et qui suivent un entraînement quotidien en arts martiaux et en tir». Convoqué pour s'expliquer, le journaliste a déclaré : «Si je n'avais pas cité les noms, rien ne me garantissait d'arriver chez moi à ma sortie des plateaux de Nessma TV. N'oubliez pas que mon nom figure sur la liste des personnes à éliminer qui circulent ici et là» ! Un collectif d'avocats a pris l'affaire en main pour assurer sa défense. L'association des jeunes journalistes a demandé que l'on assure une protection à Zied El Heni «compte tenu de l'importance des informations qu'il a dévoilées». Habib Ellouz, le dirigeant d'Ennahdha incriminé par le journaliste, a qualifié les informations rapportées d'«aberrantes» et dénuées de tout fondement.

A son tour, un second journaliste, Sofiane Ben Farhat, convoqué par la justice en qualité de témoin, a affirmé avoir reçu un SMS le 1<sup>er</sup> février de la part d'un commissaire de police requérant l'anonymat l'informant «qu'ils passeraient à l'acte prochainement» sans préciser l'identité des personnes désignées, rapporte le journal *La Presse* de mardi. «Il a également reçu un deuxième SMS de la même personne confirmant ce qu'il avait annoncé auparavant», poursuit le journal dont le journaliste est l'employé. Enfin un troisième journaliste, Ramzi Bettaiëb, abonde dans le même sens. Tous ont été auditionnés par la justice. Une certitude — Tout-Tunis en parle — des photos de journalistes, de militants de gauche et de la société civile, à exécuter, circulent sur le Web, plus précisément sur Facebook. Et parmi ces photos, celle de la figure de proue de la gauche tunisienne le défunt Chokri Belaïd mais aussi de noms connus comme le président du Parti démocrate progressiste (PDP) Nejjib Chabi, le journaliste et écrivain Tewfik Ben Brik, le doyen de la Faculté des lettres de la Manoubia Habib Kazdaghli, le patron de Nessma TV Nabil Karoui, le directeur d'Attounissia TV, Sami Fehri, actuellement incarcéré à la prison de la Mornaguia, la blogueuse Olfa Riahi, qui avait révélé une affaire de corruption impliquant le chef de la diplomatie tunisienne. Même le secrétaire général de l'UGTT, Hocine Abassi, aurait été menacé de mort jeudi dernier si l'organisation syndicale appelait à la grève générale en signe de protestation contre l'assassinat de Chokri Belaïd.

Les progressistes et démocrates tunisiens ne prennent pas ces menaces à la légère. «Ce n'est pas de la psychose. C'est du sérieux», affirme Hamadi Benyahia, sympathisant du Front populaire (rassemblement de plusieurs partis de gauche). Beaucoup, comme Riadh Benfadhel, coordonnateur du Pôle démocratique moderniste (PDM) évoquent un risque de scénario à l'algérienne. Selon lui, «une ligne rouge a été franchie avec l'assassinat prémédité de Chokri Belaïd». Et signe qu'il y a péril en la demeure, le siège du Front populaire, rue de Palestine, est sous haute surveillance policière. Sur ordre du chef de l'Etat Moncef Marzouki en personne, des policiers assurent la protection de Hama Hammami, le porte-parole du Front populaire.

Toujours est-il que ces menaces se greffent sur une atmosphère lourde, délétère, faite de suspicions, de crise au sein d'Ennahdha opposant le Premier ministre Hamadi Jebali à la direction du parti et en particulier à Rached Ghanouchi, qui se double d'une crise au sein même de la coalition gouvernementale. De quoi s'agit-il ? A la suite de l'assassinat de Chokri Belaïd, et afin de désamorcer une crise de plus grande ampleur, le Premier ministre Hamadi Jebali, avec le soutien des capitales occidentales, a proposé la formation d'un gouvernement de compétences nationales sans appartenance partisane jusqu'à la rédaction de la Constitution et la tenue des élections, proposition à laquelle s'est opposée la direction d'Ennahdha laquelle a estimé qu'elle n'engageait pas le parti. Mais aussi le CPR (Congrès pour la République) dont est membre le chef de l'Etat tunisien qui prône tout comme Ennahdha un gouvernement de coalition à la condition toutefois, précise le CPR, que les ministères de souveraineté ne soient pas détenus par des islamistes comme c'est le cas actuellement pour les ministères de l'Intérieur, de la Justice et des Affaires étrangères. Auquel cas, il retirera ses cinq ministres du gouvernement. De mauvaises langues expliquent que la menace de retrait de ses ministres par le CPR n'a pour seul et unique objectif que d'empêcher la formation d'un gouvernement de «technocrates» ! Quant au troisième parti membre de la coalition gouvernementale, Ettakatol (centre gauche) de Mustapha Benjaafar, l'actuel président de l'Assemblée constituante, il soutient la démarche du Premier ministre ! Une chose est sûre : le meurtre de Chokri Belaïd, qui est intervenu au moment où ce dernier était sur le point de réussir à mettre en place un large front allant des partis de gauche aux libéraux, n'a pas eu l'effet escompté, celui de disloquer les partis de gauche et progressiste. Ses obsèques qui se sont transformés en une gigantesque manifestation anti-islamiste, que d'aucuns ont qualifiée à juste titre de sursaut national, n'ont peut-être pas tout à fait changé la donne, mais ce sursaut populaire dénote que rien n'est encore joué en Tunisie car, contrairement à ce que rapportent de nombreuses médias, les islamistes tunisiens disposent encore de ressources.

H. Z.

EN PRÉVISION DE LEUR MARCHÉ, CE LUNDI, À ALGER  
Les gardes communaux «recampent»  
à Boufarik dès ce samedi

*Les gardes communaux comptent réussir leur sit-in prévu lundi prochain devant le siège de l'APN en prévoyant de retrouver leur camp de la dignité érigé à Boufarik, l'été dernier, dans le sillage de leur double marche avortée vers la présidence de la République à partir de Blida.*

Mohamed Kebci - Alger

(Le Soir) - Un camp qu'ils ont dû improviser, pour rappel, lors de leur seconde marche initiée le 19 juillet dernier après une première, mouvementée celle-là, dix jours auparavant, à la lisière de l'autoroute Blida-Alger, à hauteur de la base aérienne de Boufarik. Là, ils ont été tenus en respect par un impressionnant dispositif de sécurité qui les a empêchés de progresser. D'où leur décision de rester sur place et d'improviser un camp de fortune, un champ laissé en jachère où, en un temps record, ils érigèrent d'innombrables huttes et des tentes, conférant aux lieux des allures d'un camp indien.

De petits abris de fortune où des milliers de gardes communaux ont élu «domicile» par groupes de cinq à six et ce, jusqu'au 1<sup>er</sup> août à la faveur de l'engagement des pouvoirs publics à entreprendre un dialogue avec eux.

Et de «cette réelle volonté de satisfaire nos revendications de la part du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales», comme le clamait alors Lahlou Aliouet, le chargé de la communication au sein de la Coordination nationale des gardes communaux, «il n'en était, finalement rien», se ravi-

se, aujourd'hui, notre interlocuteur pour qui les pouvoirs publics «nous ont menés en bateau à coup de rencontres et d'ateliers qui ne visaient, en fait, qu'à gagner du temps, alors que le corps était en cours de dissolution».

«Plus que liquider cette corporation physiquement, le pouvoir fait tout pour que son combat contre l'hydre islamiste ne soit pas relayé aux générations futures à même de leur servir de belle leçon de patriotisme et de nationalisme», poursuivra Aliouet. Un combat de mémoire qui semble déranger au plus haut sommet, surtout que les gardes communaux ont imprimé depuis, une cadence plus «politique» à leur mouvement, eux qui ont lancé l'idée d'une fondation dédiée à leur corporation et celle d'un Front national de la décennie noire. Si le premier projet semble «contrarié», le second a été mis sur rails puisqu'il a été officiellement lancé, il y a quelques jours avec d'autres acteurs sociaux partageant la quintessence de l'initiative. D'ailleurs, enchaînera Aliouet, une réunion est prévue le 22 de ce mois avec la présence d'autres «catégories» d'acteurs dont les patriotes, des membres des GLD (Groupes de légitime défense), des poli-



Photo : NewPress

Les communaux réinvestiront Alger.

ciers radiés lors de la décennie noire. Du beau monde qui se dit, selon notre interlocuteur, «floué», voire «trahi» tant, dira-t-il, «les ennemis d'hier sont de loin pris en charge avec des tangos réhabilités et aussitôt versés dans les affaires et informellement à coup de prêts bancaires et autres avantages matériels». «Ceci au moment où ceux, comme nous, les policiers, les militaires, les patriotes, les GLD, les journalistes, les intellectuels de tous bords et de simples citoyens qui ont lourdement payé le prix de la sauvegarde de la République du péril islamiste, sont laissés en rade, en marge», lâchera Aliouet qui avouera ne pas trop se focaliser sur les médisances et

autres étiquettes qui ne manqueraient pas à leur être colées».

**«Nous ne partons de Boufarik qu'une fois nos revendications satisfaites»**

Ayant «vidé son sac», le chargé de la communication au sein de la Coordination nationale des gardes communaux se montrera serein quant à la réussite, cette fois, de leur action sur Alger, n'écartant pas, cependant, l'éventualité d'un remake du double scénario de juillet dernier. Aliouet se voudra catégorique : «Nous ne décamperons de Boufarik qu'une fois satisfaites entièrement et pleinement nos revendications et pas seulement matérielles».

M. K.

## ENGAGÉ DANS UNE POLÉMIQUE AVEC KHADIDJA BENGUENA

Mezri Haddad se déchaîne  
contre Al Jazeera et le Qatar

*La virulente polémique, qui a éclaté au début du mois entre la journaliste vedette d'Al Jazeera, Khadidja Benguena, et l'ancien ambassadeur de Tunisie à l'Unesco, Mezri Haddad, a pris, au fil des jours, des relents affirmés de règlements politiques. Notamment de la part de Mezri Haddad qui fait le procès et de la chaîne de télévision Al Jazeera et de l'émirat du Qatar, où l'accusation de sponsor de l'islamisme et du terrorisme tient lieu de fil rouge.*

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Si, s'étant considérée diffamée par l'ancien ambassadeur de Tunisie à l'Unesco, qui, reprenant sur un plateau de France 3 un post sur un compte Facebook piraté de Benguena, l'a accusée d'avoir fait l'apologie d'Hitler, la journaliste a recouru à la justice, Mezri Haddad, lui, n'est pas resté à attendre sagement sa convocation pour le procès.

Dans une lettre-réponse à Khadidja Benguena, publiée sur sa page Facebook, il s'est lâché contre Al Jazeera et l'émirat Qatari, qu'il a qualifié d'émirat bédouin, ne se retenant pas devant égratigner au passage la journaliste. Lettre au vitriol mais qui, néanmoins, consigne bien des vérités sur le rôle d'Al Jazeera, et partant de l'émirat du Qatar, dans l'attisement des feux des révoltes arabes sur fond de soutien flagrant aux islamistes.

Mezri Haddad dit attendre avec impatience le procès pour diffamation que lui a intenté en France Khadidja Benguena.

«Depuis plus de dix ans, nous allons enfin pouvoir parler publiquement du rôle abject d'Al Jazeera, joué dans la propagation du poison islamofasciste, pas seulement dans le monde arabe mais aussi en Europe. Par l'endoctrinement des téléspectateurs, particulièrement les jeunes Arabes ainsi que les musulmans de France, par la wahhabisation des esprits, par la manipulation de l'opinion internationale, par l'exacerbation des tensions entre les juifs et les chrétiens et les musulmans, par la banalisation du jihad et la diffusion de l'islamoterrorisme partout dans le monde... les terroristes, que vous autres "journalistes" d'Al Jazeera n'appellez jamais par leur nom mais par l'ignominieuse expression de : "ceux qu'on appelle les terroristes" !», s'est-il excité pour se mettre en train.

L'ancien ambassadeur de Tunisie à l'Unesco, qui se retient à peine de regretter publiquement la déchéance de Ben Ali, dont on dit qu'il était proche et fervent partisan, compte exploiter son procès pour faire celui de l'émirat qatari. Il l'affirme sans ambages. «Nous allons aussi pouvoir parler des crimes, y compris contre l'humanité, de l'émirat bédouin dont vous servez la cause avec élégance et servilité. Les crimes commis en Tunisie, en Egypte et au Yémen par des snippers d'Europe de l'Est recrutés et payés par vos employeurs qataris. Des crimes commis en Libye et en Syrie par des mercenaires et des terroristes que l'émirat bédouin a gendarmés, armés et galvanisés. Des crimes commis par des hordes fanatisées, armées et financées par le Qatar, pas seulement au Mali mais partout en Afrique, contre des musulmans, des chrétiens et des animistes qui sont bien plus humains et civilisés que les

Bédouins dont vous cautionnez et diffusez la propagande nauséabonde.»

Les pratiques peu professionnelles et peu éthiques d'Al Jazeera sont mises à nu : «Partout dans le monde arabe, Al Jazeera a perdu toute crédibilité et son audience est en chute libre : fatwa de Qaradaoui appelant au soulèvement, faux témoignages, scènes montées de toutes pièces, couverture des "événements" de Benghazi avec des images de Basra, couverture des "événements" à Homs avec des images d'archives sur Bagdad, trucages, désinformation... Une propagande digne de Goebbels, dont le chef d'orchestre a été le frère musulman Waddah Kanfar et le commanditaire, Hamad Ibn Jassim al-Thani, l'esclave d'Hillary Clinton et l'ami intime de Tzipi Livni et de Shimon Perez.»

Pour l'ancien diplomate tunisien, Al Jazeera travaille au «morcellement du monde arabo-musulman conformément à un agenda impérialiste».

L'émirat du Qatar est désigné, lui, comme un sous-traitant de ce même impérialisme. Par un ricochet, soigneusement choisi, Mezri Haddad, enveloppe dans son pamphlet François Burgat, dont il rappelle qu'il fut fervent défenseur de la thèse du «qui-tue-qui ?» en Algérie. «Les Algériens savent que Mezri Haddad les a publiquement soutenus lorsque vos amis du FIS et du GIA tranchaient les gorges et massacraient les innocents, en attribuant leurs exactions au régime, exactement comme font leurs frères en barbarie aujourd'hui en Syrie. Ils savent qui a dénoncé l'imposture du "qui tue-qui ?", en Algérie dont François Burgat a été l'un des plus actifs promoteurs.»

S. A. I.